

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CONGRÈS DES RÉGIONS DE FRANCE

POUR DES ASSISES DE LA MOBILITÉ FERROVIAIRE ET DE L'INTERMODALITÉ !



La 19^e édition du Congrès des régions de France s'est tenue les 27 et 28 septembre à Saint-Malo, avec pour thématique « *Les régions au cœur des solutions* » ou comment concilier le développement des territoires et la préservation des ressources naturelles ?



L'UNSA-FERROVIAIRE A PARTICIPÉ AUX ATELIERS DÉDIÉS AU RAIL : « *AGIR POUR UN NEW DEAL EN FAVEUR DU FERROVIAIRE ET DES MOBILITÉS DURABLES* » ET « *CONSTRUIRE NOS MOBILITÉS AVEC LES TERRITOIRES ET LES USAGERS* », AINSI QUE « *REPENSER LA LOGISTIQUE AU TEMPS DE LA RÉINDUSTRIALISATION* ».



CONTACT



Fanny ARAV

Administratrice
SNCF Réseau
06 85 02 67 92



Jean Carl MILLET

Secrétaire fédéral
SNCF TER
06 34 47 19 89

QUEL CONSTAT ?

Les acteurs des mobilités ont affirmé que la priorité politique devrait être la remise à niveau du rail français. Rappelons que la Première ministre avait promis 100 milliards d'euros d'investissement d'ici à 2040, plan issu des recommandations du Conseil d'orientation des infrastructures (COI).

QUE FONT LES RÉGIONS ?

Elles interviennent dans le financement des infrastructures, en particulier pour la rénovation des lignes de desserte fine du territoire. Les collectivités régionales veulent concrétiser cette démarche *via* des contrats de plan État-régions (CPER) afin de programmer les travaux et leur financement. Pour les régions, les infrastructures ferroviaires françaises sont une richesse et un écosystème important. Elles ont toute leur place dans la dynamique économique de la France.

QUELLES PROPOSITIONS ?

Avec une grande détermination, Carole Delga, présidente des régions de France et de l'Occitanie, a défendu l'autonomie en matière de politique de mobilités. Elle a demandé à la Première ministre l'organisation d'assises de la mobilité ferroviaire et de l'intermodalité portant sur le financement des infrastructures et sur la tarification. Ce n'est pas sans rappeler les assises de la mobilité de 2017 organisées par la ministre des Transports. Il devient urgent de débattre et de décider de nouveaux périmètres de compétences, définir les missions, dont les actions régaliennes visant à offrir un droit concret à la mobilité de tous les citoyens, avec tous les leviers financiers associés. La France dispose d'une des plus vieilles infrastructures ferroviaires d'Europe. C'est aussi celle où l'on a investi le moins depuis plusieurs décennies !

ET DU CÔTÉ DE LA SNCF ?

Jean-Pierre Farandou, président de la SNCF, a rappelé l'essentiel : les mobilités durables sont devenues un enjeu de société. Toutes ont besoin d'un réseau fiable dans lequel il faut investir massivement. Les services alternatifs tels que le réseau express métropolitain (REM) vont aider les citoyens à « *abandonner la voiture* ». Le TGV tient un rôle moteur pour la grande vitesse, mais il ne faut pas oublier le réseau existant.

QUEL OBJECTIF ?

Pour Carole Delga, les acteurs de la mobilité doivent prendre la question du financement de l'infrastructure ferroviaire « *à bras le corps* ». Les régions s'engagent à une mobilisation des crédits européens, mais interrogent l'État sur son accompagnement, que ce soit pour les CPER ou pour les projets à son initiative comme le passe rail à 49 €. Les régions sont prêtes à investir massivement pour assurer la ponctualité et proposer des tarifs attractifs pour les trajets du quotidien. L'objectif est celui d'un vrai report modal et de réinstaurer la confiance des Français dans le rail.

QUE RETENIR ?

Ces assises devront traiter du plan de 100 milliards pour l'infrastructure et du système européen de gestion de trafic des trains (ERTMS) pour les dix prochaines années. Le matériel roulant doit aussi s'inscrire dans la transition écologique et énergétique. Le train à hydrogène est financé aux deux tiers par les régions et à un tiers par l'État. Carole Delga a souligné qu'en Allemagne la proportion était inversée. Il y a besoin d'une politique ambitieuse sur l'acquisition, la maintenance et la décarbonation du matériel roulant. Plus d'usagers, c'est aussi plus de matériel !

POUR L'UNSA-FERROVIAIRE

Cette prise de conscience est absolument nécessaire, mais force est de constater que les réponses sur la programmation financière tangible sont encore très virtuelles ! Il faut défendre un financement pérenne de l'infrastructure avec le concours

de l'ensemble des acteurs de la mobilité si l'on veut vraiment réussir la transition écologique. Le gouvernement doit prendre toute sa part et ne peut plus nier le rôle public du train en transférant aux régions et aux collectivités la charge d'entretien

des trains du quotidien. La question de la fiscalité régionale doit être reposée. L'UNSA-Ferroviaire souligne également que c'est avec une SNCF socialement attractive et intégrée que le ferroviaire retrouvera toute sa place !



UNSA-FERROVIAIRE